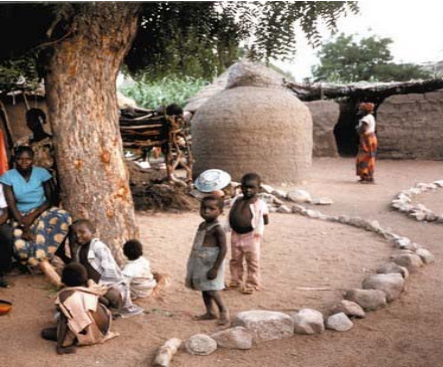


7. Les « besoins des populations » : de quoi parle-t-on au juste ?

Nous remercions vivement les Éditions Karthala qui nous ont autorisées à reproduire cet extrait tiré de l'ouvrage de J-P Olivier de Sardan, cité à la fin de l'article.

(...) Certains vocables, largement utilisés dans le développement, ont une propension quasi inéluctable au stéréotype. *Besoin* en est un assez bon exemple.



En effet ce terme se veut « objectif », quasi scientifique : il y a des « besoins », dont on dira volontiers que certains sont plus indispensables, incompressibles, que d'autres. Il faut donc les « identifier ». N'est-ce pas là un appel à l'enquête ?

De plus le terme de « besoin » offre le considérable avantage de combiner une connotation « sociologique » et une connotation « morale » : le développement doit se faire pour satisfaire les « besoins » des populations, autrement dit se faire selon leur intérêt.

Ajoutez une troisième dimension (également morale), le fait que c'est aux intéressés eux-mêmes de dire quels sont leurs besoins : vous avez ainsi nombre d'idéologues du développement qui, munis de ces trois certitudes, vont vanter de séminaires en conférences les mérites d'un développement fondé sur l'expression de leurs besoins par les populations elles-mêmes...

Le « petit » problème, c'est que n'importe quel ethnologue ou sociologue sérieux vous dira que rien n'est plus flou, incertain, imprécis, et pour tout dire inutilisable que la notion de « besoins ». Qu'est-ce

donc qu'un « besoin », qui définit les « besoins » de qui, comment s'exprime un « besoin », à l'adresse de qui ? Quel lecteur de ces lignes est capable de répondre clairement, à brûle-pourpoint

comme après mûre réflexion, à la question « de quoi avez-vous besoin ? » Et qui ne ferait pas varier sa réponse selon l'évaluation qu'il ferait du type de « besoin » que son interlocuteur serait prêt à satisfaire.

Autrement dit la conception selon laquelle il y aurait des besoins objectifs, communs à toute une population, que les représentants de celle-ci exprimeraient ou qui se dégageraient spontanément par effet de consensus lors de sortes d'« assemblées générales » villageoises, besoins qu'il suffirait donc de « recueillir » ou d'« écouter », cette conception-là est erronée, et son caractère erroné peut être en bonne rigueur sociologique démontré¹. C'est en l'occurrence l'offre qui crée la « demande ». Les villageois interrogés par les « experts », cadres et autres consultants venus « enquêter sur le terrain » expriment des « besoins » ou des « demandes » qui sont largement déterminés par ce qu'ils pensent que les dits experts, cadres ou consultants sont prêts à leur offrir.

L'identification des besoins n'est dès lors qu'une procédure faisant légitimer par des « propos paysans », sous formes de « besoins » recueillis par des enquêtes hâtives, les projets que de toute façon les opérateurs de développement avaient déjà plus ou moins dans leurs cartons sous forme d'« offres² ».

Que d'« études de milieu » bâclées, d'impressions hâtives transformées en certitudes « issues du terrain », d'entretiens avec un seul informateur baptisées « connaissance d'une culture », de réunions villageoises semi-officielles devenues « analyses des besoins » !

Une phrase passe-partout telle que « les populations elles-mêmes ont pris en main... », que profèrent si souvent ceux

qui parlent d'auto-développement ou d'auto-promotion paysanne, a-t-elle, si on y réfléchit bien, un sens, autre que purement idéologique ? Car qu'est-ce qu'une « population », qui parle en son nom, ou prétend et à quel titre la représenter, que signifie une décision « collective », etc. ? C'est en posant de telles questions que la socio-anthropologie du changement social et du développement définit

son espace d'investigation et prend ses distances avec les idéologies développementistes.

Certes le socio-anthropologue ne peut se transformer en redresseur de torts langagiers ou en commissaire politique des propos tenus dans les milieux du développement. Il a des études empiriques à faire, des recherches positives à mener. Mais on comprendra que l'usage récurrent de stéréotypes, issus en partie du vocabulaire des sciences sociales et souvent légitimés par certains de ses collègues, puisse l'agacer. (...).

J-P Olivier de Sardan
Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social. Paris, Karthala : 221 p, 1995

1. La critique du terme « besoin » a été faite depuis longtemps. Comme par exemple Barnett : « There are certain objections to the indiscriminate use of the terme « need » as an explanatory concept (...), it is a much abused term (...). A group of people that we call society needs nothing because it is not an organism. It has no desires because it is an abstraction (...). It is normative, an evaluative term with projections of arbitrary standards » Barnett, (1953 : 98 p.)

2. Pour quelques exemples parmi beaucoup d'autres, cf. Bonnassieux, 1991 (sur des activités de post-alphabétisation au Niger) ; Mathieu, 1994 (sur des projets d'ONG au Mali). Une citation de Foster, relevé bien après que ces lignes aient été écrites, mais publiée bien avant, montre à quel point la thématique des « besoins ressentis » n'est pas aussi nouvelle que certains le disent, et ne fait que légitimer depuis longtemps les projets déjà prêts des développeurs : « Community development programs in newly developed areas pay lip service to the slogan of American community development – it becomes almost a religion – but « felt needs » usually turn out to be rather standards programs in environmental sanitation, medical services, agricultural extensions and education, which are recognized – correctly I think – by national planners as the major needs of rural areas » (Foster, 1962 : 185 p.)